

Lutte contre l'islamisme : des opérations de police sont en cours contre «des dizaines» d'individus

Ces opérations ne ciblent pas des individus «en lien forcément avec l'enquête» sur l'assassinat de Samuel Paty.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 2 heures

Des opérations de police sont menées depuis lundi 19 octobre et se poursuivront dans les prochains jours contre «*des dizaines d'individus*» de la mouvance islamiste, a annoncé le ministre de l'Intérieur.

Ces opérations, décidées à la suite du Conseil de défense tenu dimanche, ne ciblent pas des individus «*en lien forcément avec l'enquête*» sur l'assassinat de Samuel Paty mais visent à «*faire passer un message : pas une minute de répit pour les ennemis de la République*», a dit Gérard Darmanin sur Europe 1, sans donner plus de précisions.

Le ministre de la Justice Eric Dupond-Moretti a de son côté convoqué en urgence les procureurs généraux lundi matin, afin notamment, selon son entourage, qu'ils s'assurent «une parfaite collaboration avec les préfets et les forces de sécurité intérieure dans la mise en oeuvre et le suivi des mesures nécessitées par la situation».

Depuis l'assassinat vendredi du professeur de Conflans Saint-Honorine, «*plus de 80 enquêtes*» ont par ailleurs été ouvertes pour haine en ligne et des interpellations ont eu lieu, a ajouté le ministre,

qui a affirmé vouloir dissoudre plusieurs associations dont le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

Le ministre veut la dissolution du CCIF

«51 structures associatives verront toute la semaine un certain nombre de visites des services de l'Etat et plusieurs d'entre elles, sur ma proposition, se verront dissoudre en Conseil des ministres», a également annoncé Gérald Darmanin.

À VOIR AUSSI - Darmanin va proposer la dissolution du CCIF, de BarakaCity «ennemies de la République»

Le ministre a dit souhaiter la dissolution du CCIF, selon lui *«manifestement impliquée»* et dont *«un certain nombre d'éléments nous permettent de penser que c'est un ennemi de la République»*. Elle *«touche des aides d'Etat, des déductions fiscales et dénonce l'islamophobie d'Etat»*. Il a également cité l'ONG Baraka City, fondée par des musulmans au profil salafiste, dont le président Driss Yemmou a été placé jeudi sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une enquête pour harcèlement sur les réseaux sociaux.

Le ministre a par ailleurs estimé que le père d'une collégienne de Conflans Saint-Honorine et le militant islamiste radical Abdelhakim Sefrioui *«ont manifestement lancé une fatwa»* contre le professeur Samuel Paty pour avoir montré en classe des caricatures de Mahomet. Les deux hommes font partie des onze personnes gardées à vue dans l'enquête sur cet attentat perpétré vendredi par un Russe tchéchène de 18 ans.

Lundi après-midi à 15h00, des imams doivent se rassembler devant le collège où Samuel Paty enseignait, a indiqué à l'AFP le maire de Conflans Sainte-Honorine.